

Macron change de premier ministre - Le présidentielisme français, cet abêtissement politique

samedi 4 juillet 2020, par [PLENEL Edwy](#) (Date de rédaction antérieure : 3 juillet 2020).

En France, un président démonétisé peut seul changer la donne gouvernementale pour son bon plaisir politique. Ce présidentielisme nous abêtit et nous infantilise. Dans une démocratie intelligente et adulte, ces changements relèveraient de choix collectifs, ceux de la majorité parlementaire ou du parti majoritaire.

Tous les pédagogues le savent : l'enseignement, c'est la répétition. Alors, à Mediapart, nous ne nous lassons pas de répéter, sous Emmanuel Macron aujourd'hui comme sous Nicolas Sarkozy puis François Hollande hier, que le présidentielisme français est l'ennemi foncier d'une République démocratique et sociale, tant il ne cesse de la miner de l'intérieur, de la corrompre et de l'affaiblir.

Le présidentielisme est au régime présidentiel ce que l'intégrisme est aux religions, ce que l'absolutisme est aux monarchies, ce que le sectarisme est aux convictions. Ce n'est pas le fait qu'il y ait une présidence de la République, c'est que la République soit aux mains du président. Legs du bonapartisme français, ce césarisme qui laïcisa la monarchie de droit divin sur les décombres d'une révolution démocratique trahie et inachevée, notre présidentielisme est un régime d'exception devenue la norme. Une norme dont l'excès n'a cessé de s'étendre depuis que, dans les années 1980, François Mitterrand a transformé la présidence en fortin de résistance aux déroutes électorales et au discrédit populaire.

Un « coup d'État permanent », avait-il diagnostiqué au tout début de la V^e République, 20 ans avant de renier, par sa propre pratique du pouvoir, cette formidable intuition. Né d'une guerre civile, cette décolonisation aussi tardive que tragique devenue traumatisme d'une nation qui se vivait en empire, ce présidentielisme a fini par symboliser une politique guerrière, qui divise et violente, épuise et appauvrit. Une politique entendue comme une bataille incessante, avec alliés et ennemis, ralliés et vaincus, affidés et corrompus, traîtres et soumis. En somme, une politique primitive, virulente ou sournoise, sans franchise ni transparence, manœuvrière et intéressée, où, sauf exception (très) rare, les idéaux finissent pas se dissoudre en carrières.

La France est une démocratie de faible intensité. Elle en a l'onction, pas la conviction. L'apparence, pas l'essence. Les mots, pas la culture. Condition d'une république sociale, la démocratie véritable est un écosystème qui suppose équilibres, vitalités et pluralités, précautions et participations, pouvoirs et contre-pouvoirs. Au lieu de quoi, nous vivons au royaume institutionnel des déséquilibres, des brutalités et des autoritarismes, des courtisannies et des soumissions, des égoïsmes et des narcissismes.

Le tout produisant un appauvrissement politique dont la scène médiatique est le théâtre infantilisant, offrant le spectacle de chroniqueurs empressés à sonder les états d'âme présidentiels et à relayer les confidences des entourages, entre flagorneries et mesquineries.

Nous n'en pouvons plus de cet abêtissement et de ce crétinisme. Ainsi faudrait-il se résoudre à trouver normal qu'un président totalement démonétisé, dont le masque tissé de malentendus et de tromperie est rapidement tombé durant l'année qui a suivi son élection du 7 mai 2017, puisse changer la donne gouvernementale du pays pour sa seule convenance et son pauvre confort ? Dans une démocratie intelligente et adulte, ces changements relèveraient de débats et de choix collectifs, ceux de la majorité parlementaire ou du parti majoritaire.

Ils obligeraient à des bilans et à des confrontations, à des discussions et à des alliances, en somme à une politique visible et manifeste, qui ne soit plus confinée dans le bureau ou le cerveau présidentiels. Au lieu de quoi, un président discrédité peut remplacer un premier ministre populaire (Édouard Philippe), ne serait-ce que par contraste, par une sorte d'intendant haut fonctionnaire (Jean Castex), autrement dit un préfet gouvernemental, tout comme il y a, dans le persistant assujettissement de la justice via ses parquets, des préfets judiciaires (*lire notre analyse sur la crise du PNF [1]*).

La Constitution de la V^e République permet au président en place de prendre en otage la République, et de décréter que ses nécessités personnelles sont l'intérêt commun. Ce faisant, elle ruine la politique, précisément comme bien commun. Le sol électoral ne cesse de se dérober sous les pas des apprentis-sorcières qui profitent et abusent de ce renoncement démocratique.

Derrière l'inattendu chamboule-tout qui a produit l'improbable scénario de l'élection présidentielle de 2017 se cachait un acteur autrement puissant et constant : l'abstention, cette sécession civique exprimant la lassitude d'un peuple qui n'est pas dupe et n'entend plus jouer les supplétifs d'un jeu dont il est exclu. Elle fut de 25,44 % au second tour de la présidentielle, puis de 57,36 % à celui des législatives. Puis, en 2019, de 49,88 % aux élections européennes.

Avec 58,6 % d'abstention nationale, un taux sans précédent, le second tour des élections municipales (*voir notre dossier [2]*) l'a rappelé à tout ce monde politique qui ne pense qu'à la présidentielle prochaine, alors même que le malaise démocratique procède de la dépossession de la souveraineté populaire par le pouvoir élyséen.

Toutes celles et tous ceux qui, dans les oppositions au pouvoir actuel, continuent de s'enfermer dans ce jeu présidentiel en prétendant qu'ils en changeront la donne de l'intérieur ne font que creuser le gouffre où décline et s'abîme la démocratie française. Impossible de croire à leur pari, si on le juge sincère, ou de leur faire crédit, si on le sait intéressé, tant les trois dernières séquences présidentielles ont mis à nu la corruption des idéaux politiques, brouillant tout repère pour les citoyen·ne·s.

Comment ne pas comprendre la désertion électorale croissante quand tant de personnalités qui, il y a quatre ans à peine, se proclamaient socialistes, revendiquant leur légitimité de gauche, se sont retrouvées récemment à soutenir des candidats de droite dans leurs villes, sur fond d'alliance entre les partis LREM et LR.

Dans sa déchéance lyonnaise, Gérard Collomb est l'arbre qui cache la forêt, tant les anciens cadres, dirigeants, membres de cabinets, élus, ministres, venus du Parti socialiste sont nombreux dans les allées d'un pouvoir macronien dont la politique n'a rien à voir, rien de rien, avec la gauche, son histoire, ses luttes, ses idéaux. Ce que n'a cessé de confirmer sa dérive autoritaire et réactionnaire, inégalitaire et identitaire face aux sursauts de la société, des « gilets jaunes » à la jeunesse

écologiste, des grèves sur les retraites aux mobilisations sur le racisme, sans compter le sursaut général contre des violences policières autant encouragées que tolérées par le pouvoir.

Dans l'un des détours des Essais, Montaigne évoque une mystérieuse peuplade qui, pour ne pas savoir prononcer un seul mot qui est « non », est tombée en définitive servitude. Façon ironique d'introduire un discret hommage au traité de son ami Étienne de la Boétie, De la servitude volontaire, insurrection de la liberté contre la soumission. On lui ajoutera plus tard un sous-titre inventif, fort moderne : Contr'Un. Contre le Grand Un et le Grand Même qui font les pouvoirs délirants et les peuples souffrants. Cette histoire ancienne ne cesse d'être notre actualité : Grand Un du pouvoir personnel et Grand Même de l'identité nationale (*lire l'article d'Ellen Salvi sur la dérive idéologique d'Emmanuel Macron [3]*).

« La première raison de la servitude volontaire, écrivait La Boétie, c'est l'habitude. » Cette habitude qui nous fait supporter le pouvoir d'un seul comme s'il était notre tout. Qui nous fait le juger grand parce que nous restons à genoux. « Soyez donc résolus à ne plus servir et vous serez libres, poursuivait l'ami de Montaigne. Je ne veux pas que vous le heurtiez, ni que vous l'ébranliez, mais seulement ne le soutenez plus, et vous le verrez, comme un grand colosse dont on dérobe la base, tomber de son propre poids et se briser. »

Edwy Plenel

P.-S.

• « Le présidentielisme français, cet abêtissement politique ». MEDIAPART. 3 juillet 2020 : <https://www.mediapart.fr/journal/france/030720/le-presidentielisme-francais-cet-abetissement-politique>

POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART ?

- Site d'information indépendant
- Sans subventions ni publicité sur le site
- Journal participatif
- Financé uniquement par ses abonnements

<https://www.mediapart.fr/abonnement>

Les articles d'Edwy Plenel sur Mediapart :

<https://www.mediapart.fr/biographie/edwy-plenel>

Notes

[1] <https://www.mediapart.fr/journal/france/020720/justice-independance-et-corruption-les-lecons-de-la-crise-du-pnf?onglet=full>

[2] <https://www.mediapart.fr/journal/france/dossier/elections-municipales-2020-notre-dossier>

[3] <https://www.mediapart.fr/journal/france/240620/de-ricœur-tagui-eff-la-memoire-l-histoire-et-les-oublis-de-macron>